

Le pouvoir aux travailleurs

18 NOVEMBRE 2007

N° 138

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- SUPPRESSION DE LA CARTE DE SEJOUR : UNE MESURE SALUTAIRE QUI TARDE A ETRE APPLIQUEE	2 - 3
- COUPS DE COLERE CONTRE LE RACKET PERPETRE PAR LES HOMMES DE SORO A BOUAKE	4
- LA PRIORITE DE NOS DIRIGEANTS C'EST L'ACHAT D'ARMES ...	3 - 4
- LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE VEUT INTERDIRE LE DROIT DE GREVE	5
- NON AU RANCONNAGE PERPETRE PAR LES HOMMES EN ARMES	6
- RACKET : QUE N'INVENTERONS PAS LES « FORCES DE L'ORDRE » POUR SOUTIRER DE L'ARGENT A LEURS VICTIMES ?	7
- ECHO DE L'INTERIEUR DU PAYS	7 - 8
- ECHO DES AUDIENCES FORAINES	8
- SUSPENSION DE SALAIRE DE TROIS AGENTS D'ADMINISTRATION AU CHU DE TREICHVILLE	9
- L'OBSESSION DES PATRONS	9
- DANS CETTE SOCIETE, QUAND ON EST PAUVRE ON N'A PAS DROIT A LA SANTE	10
- UN DES ASPECTS HIDEUX DU CAPITALISME	10 - 11
- TCHAD: DERRIÈRE L'AFFAIRE "ARCHE DE ZOE"	12 - 14

**SUPPRESSION DE LA CARTE DE SEJOUR :
UNE MESURE SALUTAIRE QUI TARDE A ETRE APPLIQUEE**

Lors de sa rencontre avec des membres de la communauté burkinabé, le dimanche 28 octobre, Gbagbo s'est fait applaudir en annonçant qu'il était favorable à la suppression de la carte de séjour. Pour ne pas endosser seul la responsabilité, il a demandé à son Premier ministre de créer une commission de réflexion.

L'histoire de cette carte est très longue. Elle fait partie des mesures scélérates prises dans les années 90 par le premier ministre d'alors, Alassane Dramane Ouattara. Cela lui avait permis de renflouer les caisses de l'Etat sur les dos de ceux qui étaient désormais qualifiés d'« étrangers ». Mais en agissant de la sorte, il voulait aussi démontrer à ceux, notamment les dirigeants du FPI, qui le traitaient de « Burkinabé » (comme si c'était une insulte) que lui, Ouattara était irréprochable de sympathie envers les Burkinabé ou les « étrangers » puisque c'est lui qui leur imposait la carte de séjour. En même temps cette mesure a permis aux classes riches de diviser les travailleurs en fragilisant la fraction immigrée. Une partie d'entre eux étaient originaires du Burkina Faso. L'instauration de cette mesure est une profonde injustice surtout que beaucoup sont venus sur le sol ivoirien depuis l'époque coloniale. Les immigrés accomplissent les travaux pénibles et mal rémunérés dans les plantations de café-cacao, propriétés de planteurs bien « nationaux » petits et grands. Cette mesure discriminatoire a aussi fait des dégâts dans les quartiers pauvres des grandes villes. Ceux qui venaient du Burkina y étaient nombreux et le sont toujours. Leurs enfants et petits enfants ne connaissent que la Côte d'Ivoire. La mise en place de cette mesure injuste a laissé libre cours aux policiers pour effectuer de nombreuses descentes musclées dans les quartiers précaires. Ils ont pris l'habitude de traquer les gens et d'embarquer dans leurs véhicules ceux qui n'étaient pas en règle avec les nouvelles exigences ainsi que ceux qui s'opposaient à cela. Dans tous les cas, ceux qui sont considérés comme étrangers échappaient difficilement aux injures et vexations des forces de répression.

Lorsque les difficultés économiques de la Côte d'Ivoire, consécutives à la chute des cours mondiaux de ces denrées d'exportation se sont aggravées, le régime de Bédié a lancé le concept de « l'ivoirité ». C'était pour les forces de l'ordre la voie ouverte pour intensifier la chasse à l'homme contre tous ceux qui à leurs yeux ne répondent pas à certains critères. Cela a permis au régime de détourner la colère engendrée par sa propre politique vers ceux qui sont rendus vulnérables. Cela a permis aussi à Bédié, sous prétexte de « nationalité douteuse » d'écarter de la course à la présidence Alassana Ouattara originaire du Nord.

Lors que des problèmes fonciers se sont faits jour dans les campagnes en même temps que le chômage s'est développé dans les villes, les boucs émissaires étaient tout trouvés. Les gouvernements successifs qui ont pris le relais de celui de Bédié, que ce soit sous Guéi ou sous Gbagbo, n'ont pas mené une politique meilleure que précédemment. Les conséquences de cette politique ont été la chasse aux burkinabés dans de nombreuses régions, Tabou, Bonoua, etc. Et puis, même si aujourd'hui les agressions physiques ont cessé, les terres qui leur ont été confisquées ne leur ont pas été restituées. Ce qui est une autre injustice.

Pendant plus de 16 ans, les travailleurs et les petits paysans ont souffert de cette mesure qui permettait aux hommes en treillis de racketter, de voler les gens et même de violer les femmes qu'ils raffaient. Cette carte a beaucoup empoisonné la vie des masses pauvres et plus particulièrement celle des travailleurs non nationaux. Sa suppression, si elle a lieu, serait une bonne nouvelle.

Cette annonce du président n'est pas dépourvue d'arrière pensée à caractère électoraliste. Gbagbo est au pouvoir depuis l'an 2000, c'est-à-dire depuis 7 ans. Si cette mesure était vraiment un souci pour lui de soulager les concernés, il l'aurait prise plus tôt. Mais mieux vaut tard que jamais. D'autre part pourquoi créer une commission ? Rien n'empêche Gbagbo de décider qu'il met fin purement et simplement à cette disposition discriminatoire. Cette histoire de commission qu'il veut créer serait plutôt une manière pour lui de ménager les susceptibilités de cette partie de son électorat qui est sous l'emprise des idées xénophobes.

Ce problème « d'ivoirité » qui consiste à dénier la nationalité à d'autres personnes sous le fallacieux prétexte qu'ils ont des noms à consonance d'autre pays, fut d'ailleurs à l'origine de la rébellion qui a pris les armes et divise le pays en deux depuis l'année 2002.

Gbagbo qui prétend être en parfaite communion avec sa rébellion depuis « l'accord de Ouaga », fait ainsi un clin d'œil aux leaders de celle-ci, adversaires d'hier devenus aujourd'hui presque des alliés. Mais en même temps, il entretient son image de « défenseur de la nation », de « bon patriote » auprès de son électorat.

Cependant, même si la suppression de cette carte de séjour était effective, elle constituerait un soulagement ne serait-ce que sur le plan financier pour les personnes concernées. Elle ne mettra pas fin automatiquement aux rackets, aux tracasseries et autres brimades des policiers comme veut le faire croire le président. Car cette pratique ne s'applique pas seulement qu'aux non nationaux. Les tracasseries policières font partie de la corruption qui gangrène toute l'administration de ce pays. Pour y mettre fin, c'est toute une série de mesures qu'il faudra instaurer, suivies du droit pour la population de juger de son application réelle sur le terrain. Mais pour cela ce n'est pas sur Gbagbo et son régime qu'il faudra compter.

COUPS DE COLERE CONTRE LE RACKET PERPETRE PAR LES HOMMES DE SORO A BOUAKE

Fatiguées des rackets et brimades des militaires de Soro, beaucoup de gens parmi les populations sous leur contrôle crient leur ras le bôl à Bouaké et Bouna.

La première révolte s'est produite à Bouna (ville située au Nord-Est du pays). Là les jeunes se sont révoltés contre les contrôles anarchiques qu'imposent les militaires des forces nouvelles à toutes les entrées de la ville. D'après les jeunes, les prix à payer sont en fonction des bagages que tu portes même si tu es à pied. A cette première révolte, les « forces nouvelles » ont parlé de « manipulation » de la population par des hommes politiques du camp d'en face.

Mais la dernière révolte du 8 novembre à Bouaké a mis à nu leur véritable visage. Dans cette ville, la capitale de la zone sous contrôle rebelle, les personnes qui n'acceptent pas d'être les victimes consentantes parlent de rackets tout azimut à tous les carrefours à tel point qu'un des intervenants a souhaité le retour très vite de l'administration et surtout de la mairie. Ils ont parlé aussi de manque de soins dans les hôpitaux et surtout le

manque de considération de la part de la société CIE-SODECI qui leur arrache des compteurs sous prétexte qu'ils doivent payer les arriérés de 5 ans. Ils font semblant d'oublier qu'avec la période de la guerre, les services étaient très mal assurés et les factures suspendues ou inexistantes.

Beaucoup de gens accusent les rebelles de les avoir « trahies » et surtout de ne leur apporter aucune assistance face à leurs conditions de vie qui ne font qu'empirer au fil des jours. Les hommes de Soro n'ont rien trouvé de mieux que la force des armes pour tirer à balles réelles sur la foule, faisant plusieurs blessés. D'ailleurs comment s'en étonner quand on sait que ce sont les mêmes soldats barbares d'hier qui n'ont fait sécession pour se trouver de l'autre côté de la ligne, que pour mieux se servir en toute impunité.

Pour le moment, ce sont des coups de colère sporadiques et pas beaucoup profonds. Ce qui permet aux hommes de Soro de les mater. Mais avec les conditions difficiles que vivent ces populations, il n'est pas dit qu'elles accepteront éternellement le diktat de ces brutes en treillis sans se défendre.

LA PRIORITE DE NOS DIRIGEANTS C'EST L'ACHAT D'ARMES

Depuis des années, L'Etat n'investit plus dans le domaine de la santé publique. Les ressources affectées à celle-ci n'ont pas cessé de baisser. 7% seulement du budget de l'Etat lui est consacré. Depuis 2002, selon un rapport du PNUD, 46% des structures sanitaires dans les zones Nord, Centre et Ouest ont été pillées et détruites. Ces structures n'ont pas connu de réaménagement. Les hôpitaux sont devenus des mouiroirs.

Les populations sont livrées à elles-mêmes.

Mais au lieu de consacrer plus de budget à ce secteur sinistré, nos dirigeants ont donné la priorité aux dépenses militaires. Ainsi, des milliards de francs sont allés vers l'achat d'armes. D'autres milliards ont été dilapidés dans l'organisation de « séminaire de réflexion » de tous

genres et qui ne servent qu'à faire du vent.

La population a besoin d'hôpitaux publics qui fonctionnent et qui soignent gratuitement les plus démunis. Elle a besoin de médecins et de personnels hospitaliers en nombre suffisants et du matériel médical pour faire fonctionner les centres de soins.

Il y a un autre domaine utile à la population qui est également sinistré, c'est celui de l'éducation. Les écoles publiques n'ont d'écoles que de nom. Seules les enfants des familles riches

peuvent vraiment accéder à des écoles de qualité qui, elles sont privées.

Mais toutes ces choses utiles à la population ne sont pas la préoccupation de ceux qui dirigent ce pays. Leurs premiers soucis c'est de s'accrocher au pouvoir afin de bénéficier des privilèges en mettant la main sur les caisses de l'Etat. Et s'il faut investir des milliards dans l'armement pour prolonger leur emprise sur le pouvoir, ils le font sans vergogne, quitte à ce que les conditions d'existences de la majorité de la population s'empirent.

**LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
VEUT INTERDIRE LE DROIT DE GREVE.**

Dans une interview accordée au journal *Fraternité Matin*, le ministre Hubert Oulaï a donné les nouvelles conditions très restrictives du droit de grève. Il a tout d'abord commencé par les sanctions qu'encourent ceux qui feront une grève dans le futur même si cette grève est légale. Il dit ceci : « Une grève légale entraîne pour celui qui la fait, une retenue proportionnelle au nombre de jours de grève. Lorsque la grève est illégale, le gréviste encourt des sanctions disciplinaires dans un premier temps, ensuite on lui coupe le salaire...et même la révocation de la fonction publique parce que c'est un abandon de poste ».

Le ministre montre ses vraies intentions de bâillonner le droit de grève. Il faut que le syndicat ou les grévistes : «saisissent d'abord les autorités de leur ministère, ensuite,

s'ils ne sont pas tombés d'accord, ils saisissent le ministre de tutelle et, après le ministre de la fonction publique doit être saisi à son tour...» Entendre de pareilles choses de la bouche des opposants d'hier qui ont marché contre de telles mesures, en dit long sur les dirigeants du FPI.

Quant à ce qui concerne le déblocage des salaires et autres mesures en faveur des travailleurs, là il évoque un début de solution pour juillet 2008. En attendant, ceux qui relèvent de son ministère doivent accepter sans broncher la flambée des prix, les conditions difficiles de travail sinon ils risquent le licenciement pour cause de grève pour peu qu'il la considère illégale. Espérons que les salariés qui relèvent de sa tutelle sauront outrepasser ces menaces.

L E U R S O C I E T E

NON AU RANCONNAGE PERPETRE PAR LES HOMMES EN ARMES

A chaque recoin d'Abidjan, on trouve des barrages de corps habillés. Ces hommes en armes ne se gênent point pour rançonner la population. Pendant la journée, tout ressortissant originaire des pays voisins qui tombe dans leur filet doit payer quels que soient les papiers qu'il présente. Les ivoiriens qui n'ont pas de papier valable pour les identifier subissent le même sort. Les automobilistes doivent aussi passer à la caisse pour avoir le droit de passage pour la journée. Ils pratiquent cette opération de mafia au vu et au su de tous.

Dernièrement un jeune menuisier qui devait effectuer des travaux au Plateau Dokui est tombé dans l'un de ces barrages tenu par des gendarmes. Il lui a fallu payer la somme de 1000 F pour être libéré afin d'arriver sur son chantier. Il y a aussi ce ressortissant du Burkina, qui bien qu'ayant ses pièces, dit ne jamais sortir hors de chez lui, s'il n'a pas de quoi donner aux corps habillés en cas de rencontre avec eux. Ce ne sont là que quelques cas parmi tant d'autres.

Les nuits, c'est plus dramatique. Les policiers, gendarmes ou militaires affectionnent les recoins sombres des rues. Camouflés dans ces endroits, ils interpellent les passants qui retournent souvent chez eux délestés de tout ce qui a de la valeur sur eux : argent, bijoux, téléphones portables, etc. et si par malheur la fouille s'avère infructueuse, ils font passer à leur

victime un mauvais quart d'heure pour leur avoir vainement fait perdre leur temps. C'est ainsi qu'un jeune mécanicien qui rentrait chez lui à Abobo Derrière-raïls a subi la furie de ces hommes. Ce jeune de 17 ans n'oubliera pas de sitôt cette nuit là. Pour entrer chez lui, il devait traverser la voie ferrée. Cet endroit mal éclairé est le lieu de prédilection des corps habillés. Interpellé, il n'avait pas de pièce d'identité et en plus après fouille, il n'avait rien sur lui qui puisse avoir de la valeur. Les militaires dépités ont commencé à le tabasser. Non contents de cela, ils ont voulu l'entraîner encore plus loin le long des rails pour lui faire subir on ne sait quel traitement. Ce sont ses cris qui ont alerté une connaissance de passage qui est venu intervenir en sa faveur.

C'est là les hauts faits d'armes de ces hommes en tenue : rançonner sans vergogne les populations, surtout ceux des quartiers pauvres. Parfois des révoltes sporadiques ont lieu dans certains quartiers. Il arrive que des chauffeurs de taxis et gbaka opposent une résistance en groupes. Cette solidarité a réussi à maintes reprises à quelques uns d'être arrachés des griffes des forces de l'ordre. Mais dès le lendemain ceux-ci reviennent en force et détruisent aveuglément des dizaines de véhicules. Il faut une mobilisation générale de toute la population pour mettre fin à ces pratiques révoltantes des corps habillés.

L E U R S O C I E T E

RACKET : QUE N'INVENTERONS PAS LES « FORCES DE L'ORDRE » POUR SOUTIRER DE L'ARGENT A LEURS VICTIMES ?

Maintenant à Treichville, la nouvelle trouville du Cecos (Centre de Commandement des Opérations de Sécurité) est de faire irruption dans les cyberCafés. Ils raflent tous ceux qui s'y trouvent en les accusant de se livrer à du «broutage» (c'est-à-dire à l'escroquerie via Internet). Et pour pouvoir sortir de leurs griffes, il faut déboursier 15 000 f. Mais dans un cyber, il n'y a pas que des malhonnêtes. On y trouve des gens venus pour téléphoner à l'international ou pour leurs études. Mais ce n'est pas le problème des agents du Cecos.

L'essentiel pour eux c'est de pouvoir racketter.

Et comme par hasard, c'est cette même unité que Désiré Tagro, le ministre de l'Intérieur, veut prendre pour le contrôle des pièces administratives, sous le prétexte qu'il y a beaucoup de fraudes sur les pièces d'identité.

Déjà, officieusement elle s'adonnait à cette activité de contrôle pour pouvoir racketter. Maintenant, c'est avec la bénédiction du ministère de l'Intérieur que cette unité va s'adonner à son activité favorite.

ECHO DE L'INTERIEUR DU PAYS

Tout récemment, je suis allé passé quelques jours au village, dans la région de Toubia à l'ouest du pays, en zone rebelle. Là bas j'ai découvert la misère de mes parents et de l'ensemble des villageois.

D'abord les problèmes rencontrés au cours du voyage. L'état de la route est en dégradation très avancée. Une grande partie de la route bitumée s'est envolée depuis que la guerre a commencé et les rebelles n'ont rien fait. On a respiré la poussière accompagnée de secousses. Le constat de nombreux barrages autant dans la zone gouvernementale que la zone rebelle m'a donné un sentiment de peur surtout dans la zone rebelle. L'accoutrement des rebelles, leurs armes, leur manière de vous regarder m'effrayait énormément, quand on les voit sortir de la forêt ou perchés sur un arbre.

Cependant au point de contrôle, nous ne descendons pas. Ils ne vérifient pas non plus nos papiers. Mais le chauffeur du car s'en charge c'est-à-dire nous collectons l'argent, 50f, 100f 200f. Nous donnons ce qu'on a sans contrainte. Ainsi le chauffeur remet la somme au chef rebelle du poste. Cela nous permettait d'avancer un peu rapidement tellement les barrages sont nombreux. Ce qui me donnait l'impression qu'à chaque 30 mn de route, on s'arrêtait à un barrage. Toutefois, chaque véhicule de transport doit payer quelque chose au barrage.

Par contre le contrôle dans la zone gouvernementale est différent. A chaque poste de contrôle, nous descendons. Les corps habillés vérifient nos papiers. Chaque voyageur qui n'est pas en règle paye 1 000 f ou 500 f par barrage. Avec ça, tu peux dépenser 10 000 ou 15 000f.

L E U R S O C I E T E

Quelquefois, le chauffeur intervient pour demander un allègement. Les corps habillés sont sévères sur la vérification des pièces d'identité. Quand ils contrôlent les papiers, on a le sentiment qu'ils veulent que tu paies quelque chose tellement ils lisent mot pour mot tout ce qui est écrit. Moi en tant que élève, je refusais de payer. D'ailleurs je n'avais rien. Le seul point de contrôle où j'ai donné 50 f c'est le poste de la zone de

confiance à Bangolo. Là bas c'est obligatoire de payer 1 000 f.

Touba est une zone forestière. Les rebelles ont pour principale activité commerciale l'exploitation du bois. Ils ont ravagé la forêt. Du coup, les paysans n'ont plus de bonne forêt pour cultiver. J'ai trouvé mes parents dans un état de pauvreté grave. Moi-même je n'ai pas pu faire deux semaines, j'ai dû revenir sur Abidjan.

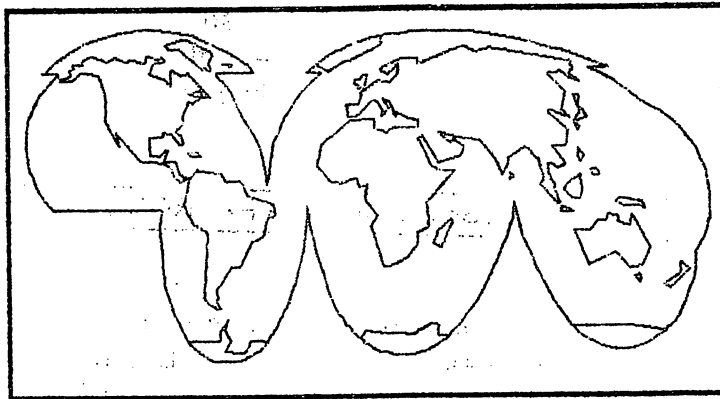
ECHO DES AUDIENCES FORAINES

« Dans ma région (Katiola) les villageois sont favorables à la tenue des audiences foraines. Chez nous pour avoir un papier, c'est un gros problème. Nous sommes à des kilomètres de la sous-préfecture. Du coup, nos parents ont du mal à s'y rendre pour faire établir un papier, surtout un acte de naissance. Les villageois ne connaissent pas l'importance de cela. Souvent, c'est lorsque l'enfant doit présenter un examen scolaire que les parents cherchent à établir les papiers. Un autre des problèmes c'est quand

l'enfant est malade et que le médecin demande l'âge pour pouvoir prescrire les médicaments que les parents se rendent compte que l'enfant n'a pas de papier.

Depuis que la guerre a commencé, les tracasseries routières ont révélé l'importance des pièces d'identité chez nous. A chaque barrage il faut présenter des papiers, même aujourd'hui, les rebelles nous demandent toujours des papiers à chaque contrôle et pourtant on parle de paix. Moi je ne crois pas à leur histoire de paix. »

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SUSPENSION DE SALAIRE DE TROIS AGENTS D'ADMINISTRATION AU CHU DE TREICHVILLE

Le Ministère de l'Economie et des Finances vient d'arrêter certaines mesures pour soi disant le contrôle de la rentabilité de chaque ministère afin de définir un budget pour la gestion du personnel.

Trois agents du CHU de Treichville en ont déjà fait les frais.

Cela fait trois à quatre ans qu'ils exercent dans l'Administration au service des hôpitaux. Aujourd'hui leur salaire vient d'être suspendu par le trésor public qui refuse de payer leur chèque habituel. Il leur est demandé une domiciliation de compte. Cette situation va les priver de salaire pendant une période de trois mois. Déjà on peut imaginer les problèmes auxquels ils seront confrontés tels que le transport, le logement, la nourriture, les factures et autres.

Et ce ne sont pas seulement les trois travailleurs qui son visés par cette mesure. En parlant de « chasse aux travailleurs fictifs », ce ministre cherche en réalité à réduire le nombre d'employés de l'Etat. On se souvient du « PAS » (le Programme d'Ajustement Structurel). C'est par de telles mesures et de telles accusations que ça a commencé pour se terminer par la mise au chômage de plus de 10.000 agents.

Ce nouveau coup contre les petits salariés dans la fonction publique va entraîner sans doute des réductions de postes. Et cela aura inéluctablement comme résultat, la dégradation des services comme par exemple ceux de la santé et de l'hygiène publique. Et en dernier ressort, c'est la population qui subira les effets néfastes de cette diminution du personnel dans les administrations.

L'OBSESSION DES PATRONS

A Ivograin, une société de fabrication d'aliments pour animaux, située dans la zone industrielle de Yopougon, les patrons ne cessent d'inventer des astuces pour soutirer de l'argent aux travailleurs. C'est ainsi qu'ils ont coupé 15 000 F sur le salaire d'un ouvrier pour les chaussures de sécurité alors que c'est à l'entreprise de les fournir. Mais ce n'est pas tout. Très souvent, ils retiennent les travailleurs à la fin de la journée de travail officiel pour les obliger à charger

des palettes dans des camions, sans contre partie.

Les patrons sont tous obsédés par la même chose : comment exploiter au maximum l'ouvrier sans que ça leur coûte. Ils voudraient qu'on travaille « cadeau » pour eux. De plus ils veulent qu'on leur laisse un petit pourboire en guise de remerciement pour le droit de se faire exploiter chez eux! Mais à force de tirer sur l'élastique ils risquent de le recevoir en pleine poire.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DANS CETTE SOCIÉTÉ, QUAND ON EST PAUVRE ON N'A PAS DROIT À LA SANTÉ

L'accès aux soins pour les familles à faibles revenus est devenu un problème très grave. Les frais de consultation dans les CHU sont hors de leur portée. Souvent, rien que pour les frais de consultation et d'examen, le patient peut dépenser plus de 30.000 francs. Après avoir dépensé tout son argent dans la consultation, il retourne à la maison sans un seul médicament. Ou bien c'est une liste de médicaments qui lui est adressée. C'est le cas de cette dame à Yopougon qui depuis des jours souffrait d'un paludisme aigu. Elle n'avait que deux mille francs pour traiter son palu. Ne pouvant pas payer les frais au CHU, elle s'est rendue dans le centre de santé communautaire de son quartier. La consultation lui a coûté mille francs. Avec les mille autres francs qui lui

restaient elle pensait pouvoir acheter quelques médicaments dans ce centre de santé comme c'est le cas souvent. Mais grande a été sa désolation. Le centre n'a plus de stock de médicaments. Le médecin lui tend alors une ordonnance de 15.000 Francs. Cette situation est révoltante car sans argent elle peut mourir. Malheureusement, le cas de cette femme n'est qu'un exemple parmi des milliers de cas. Aujourd'hui dans les hôpitaux publics de Côte d'Ivoire, on voit des patients agonisants, sans assistance médicale dans les urgences. Ce spectacle révoltant est devenu une banalité.

Face à cette réalité l'on est en droit d'affirmer que la vraie maladie des populations démunies c'est la pauvreté. Et c'est à cette injustice sociale qu'on doit mettre fin.

UN DES ASPECTS HIDEUX DU CAPITALISME

La situation de crise pousse de plus en plus de gens à risquer leur vie en se livrant à des activités dangereuses pour leur santé. L'une de ces activités est la fouille des ordures ménagères dans les dépotoirs pour recueillir quelques objets pour les revendre. C'est ainsi qu'on voit dans les dépotoir d'Abidjan des enfants, des femmes et souvent des hommes en train de fouiller, manipuler et remuer des tas d'immondices pour recueillir des bouteilles vides, des sachets, des chaussures usées et autres objets qu'ils revendent pour obtenir quelques pièces pour pouvoir manger. Souvent des enfants de moins de cinq ans

traînent dans ces ordures derrière leurs parents, en train de manger dans cette puanteur.

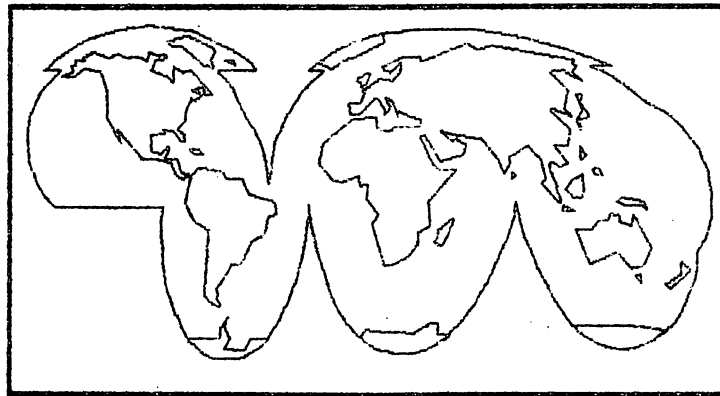
Pendant les périodes de pluie comme celle-ci, la situation devient plus dramatique. Ces personnes démunies sont exposées à toutes les sortes de maladies liées à la saleté : choléra, paludisme, fièvre typhoïde. Mais ces personnes essaient, comme elles peuvent, de survivre. C'est choquant et révoltant de voir dans quel état la misère réduit des êtres humains. Et c'est d'autant plus révoltant que pendant qu'une frange de la population fouille les ordures à la recherche des objets à vendre pour

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

pouvoir se nourrir, il y a une autre qui ne sait que faire de sa richesse. Elle invente des dépenses pour la gaspiller comme l'achat de véhicules de luxe ou d'objets dont elle n'a que faire ! Ce

sont les deux aspects de ce système barbare et inhumain qu'est le capitalisme. Un système qui mérite d'être jeté dans la poubelle de l'histoire.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

TCHAD DERRIÈRE L'AFFAIRE "ARCHE DE ZOE"

Les six membres de l'organisation humanitaire "Arche de Zoé", accusés par le gouvernement tchadien d' "enlèvement d'enfants et escroquerie" sont toujours détenus à la prison de Ndjaména, ainsi que quatre Tchadiens (traducteurs ou guides) considérés comme leurs complices.

Mais si ceux-ci sont en prison, d'autres ont été libérés. Il s'agit des membres de l'équipage espagnol (trois hôtesses et un pilote) qui devaient transporter les 103 enfants du Tchad vers la France pour y être adoptés, semble-t-il, ainsi que trois journalistes qui s'étaient rendus au Tchad pour "couvrir" cet événement. Cette libération a eu lieu grâce à l'intervention de Sarkozy qui s'est rendu personnellement à Ndjaména pour ramener ces prisonniers.

Au Tchad, les gens étaient choqués par cette libération des trois journalistes et des membres de l'équipage espagnol d'autant plus que quelques jours plus tôt, les autorités les qualifiaient de "complices" des membres de Zoé qu'il fallait juger voire emprisonner sur place. Le 31 octobre, une manifestation, commandée par les autorités, qui a eu lieu à Abéché allait dans ce sens. A Ndjaména la capitale, elles ont aussi organisé les 8 et 9 octobre des manifestations de rue. Une centaine de personnes défilaient, certaines portaient des pancartes sur lesquelles étaient tracés des mots comme "Sarkozy, le Tchad a sa justice et ses lois" ou bien "Les membres de Zoé seront jugés au Tchad". Les juristes tchadiens qui d'habitude n'ont rien à faire ou qui ne traitent que de petites affaires locales, étaient fin prêts à montrer leur savoir-faire, et cela, sur la scène internationale. Sarkozy,

maladresse ou pas, a jeté de l'huile sur le feu quand il a affirmé qu'il allait revenir au Tchad pour chercher le reste, c'est-à-dire qu'il allait ordonner à son sous-fifre Déby de libérer tous les membres de Zoé, quoi qu'ils aient fait.

Ici dans l'immigration des Tchadiens étaient prêts à aller se rassembler à la Place du Trocadéro pour soutenir leur gouvernement. Le rassemblement n'a pas eu lieu, finalement.

La démagogie du gouvernement tchadien a, semble-t-il, porté ses fruits, dans une certaine mesure. Partout, surtout dans la région du nord concernée, les populations sont choquées par cette histoire surtout que les autorités elles-mêmes parlaient d' "enlèvement d'enfants", de "trafics"; une certaine presse de la place, en relayant la propagande du gouvernement, en rajoute en utilisant le mot "esclavage".

Déby a redoré son blason terni par cette affaire de l'Arche de Zoé mais pas pour longtemps. Quand Sarkozy, dans son voyage éclair, a fait libérer les journalistes et les membres de l'équipage espagnol, sa cote a brusquement recheté. C'est la "honte" pour les uns, c'est l' "humiliation" pour les autres, surtout dans le milieu petit bourgeois de Ndjaména mais aussi d'ici, de l'immigration.

C'est donc le fait que les gens semblent blessés dans leur amour propre qui a occulté le vrai problème, celui de la misère qui s'aggrave et à laquelle s'ajoutent les conséquences désastreuses des populations vivant dans la zone frontalière entre le

Soudan et le Tchad. C'est tout cela qui justifie en principe l'existence de l'Arche de Zoé depuis 9 mois et d'autres ONG disséminées partout dans le pays qui essaient, tant bien que mal, avec les moyens du bord, de pallier les carences de l'État dans certains domaines.

Depuis 2003, avec l'exploitation du pétrole de Doba, celui-ci coule à flot, l'argent aussi. Certes, les plus gros bénéficiaires de cet or noir, ce sont avant tous les trusts comme Exxon et d'autres. Mais l'État tchadien encaisse quand même plusieurs milliards de francs Cfa avec les miettes que lui laisse l'ensemble des compagnies appartenant à la bourgeoisie des pays riches. Avec ces milliards, il est possible de prendre en charge tous les enfants du Darfour, orphelins ou pas, victimes de la guerre qui sévit dans cette partie, à l'est du Tchad; avec cet argent, il est possible de prendre en charge l'éducation de tous ces enfants-là; il est possible de construire des tentes ou, mieux encore, de donner un toit à tous les réfugiés du Darfour, que ce soit à Ndjaména même ou ailleurs. L'argent de ce pétrole, utilisé à bon escient, pourrait même bénéficier à toutes les familles pauvres du Tchad, relever ainsi leur niveau de vie, et améliorer sensiblement leurs conditions de vie.

Le gouvernement tchadien a le devoir de s'occuper de ses enfants, de ses orphelins, mais il ne le fait pas. Nos dirigeants sont des voleurs, à l'image de leur président Déby qui, on le sait, est un trafiquant de fausses monnaies, un gangster avec une équipe de collaborateurs bien rodée en la matière, qui utilise le statut de diplomate pour leurs louches affaires. Tous ces gens utilisent l'argent public pour s'enrichir. Les villas de luxe continuent à pousser dans certains

quartiers de Ndjaména, au vu et au su de tout le monde; on voit certains circuler à bord des voitures de luxe ou des 4 x 4 flambant neuf, achetés rubis sur l'ongle ou "cash" comme on dit.

Pendant ce temps, dans les villages, dans les villes, il manque cruellement d'écoles pour éduquer les jeunes, il manque cruellement de centres de soins ou d'hôpitaux pour soigner les malades. Personne ne peut soutenir que c'est uniquement par faute d'argent.

Des ONG essaient avec les moyens du bord de faire le travail que devraient faire nos responsables: prendre en charge l'éducation de certains enfants abandonnés ou orphelins; soigner certains malades, qu'ils soient adultes ou enfants, et qui vivent dans un dénuement total. Mais leurs actions ne se passent pas toujours dans la clarté; certaines sont douteuses. Ainsi il semblerait que les membres de l'Arche de Zoé auraient caché aux parents leur intention d'amener les enfants en France. Pour ces derniers, les enfants seraient scolarisés au Tchad même. Selon certaines sources, les membres de l'Arche de Zoé auraient négocié, moyennant de l'argent, l'adoption des enfants tellement les demandes sont nombreuses. D'un autre côté, beaucoup de parents sont tellement pauvres, qu'ils éprouvent d'énormes difficultés à élever correctement leurs enfants. Devant la souffrance de leurs progénitures, ils sont presque soulagés que quelqu'un s'en occupe, quitte à fermer les yeux sur les conditions d'adoption.

Initialement les membres de l'Arche de Zoé projetaient d'envoyer en France 1.000 enfants défavorisés des camps de réfugiés ou des villages. De ce projet, les gouvernements tchadiens et français étaient bien au courant.

Après négociation, l'on a ramené de 1.000 à 103 le nombre d'enfants; un avion a été retenu pour les transporter. Il faut noter que le gouvernement français a donné son aval: des hélicoptères de l'armée française de l'Opération "Epervier" ont même été utilisés pour amener des enfants des villages difficiles d'accès à Abéché, une ville du nord du Tchad.

Mais pour quelle raison cette opération a-t-elle capoté? Côté tchadien, dans un premier temps les autorités avaient considéré l'adoption ou le fait que les 103 enfants aillent étudier en France comme une bonne chose. Pourquoi ont-elles ensuite fait tout à coup volte-face? Pourquoi les autorités françaises qui avaient donné leur aval à l'opération ont-elles tourné le dos? On n'en sait encore rien.

En tout cas, pour le moment, le projet de l'Arche de Zoé a avorté, et les six membres et leurs quatre guides ou traducteurs sont en prison. L'Union Africaine tout comme certaines instances internationales ont condamné cette opération.

Les responsables de cette situation, ce sont nos dirigeants qui ne font rien pour améliorer le sort des populations tchadiennes pauvres et démunies. Au delà d'eux, c'est surtout le système capitaliste qui, par son exploitation effrénée, a engendré cette misère.

La situation dramatique que

vivent les populations tchadiennes déshéritées n'est pas propre à ce pays. Partout en Afrique, des milliers de familles vivent dans des conditions très difficiles. Des centaines de milliers d'enfants, orphelins ou abandonnés, dorment dans la rue, à même le sol ou dans des baraquements abandonnés. Ils éprouvent des grosses difficultés pour trouver à manger ou à boire; la plupart se nourrissent de ce qu'ils peuvent trouver dans des poubelles ou dans les décharges publiques. Quant aux filles, même des gamines se prostituent pour pouvoir survivre ou aider leurs parents. Des jeunes adultes, fuient par milliers le continent pour d'autres continents, en particulier vers l'Europe, dans l'espoir d'y trouver un petit boulot, au risque de leur vie. C'est une situation créée par le système capitaliste qui, depuis des décennies, pille et continue de piller les richesses de ce continent et du fait de cette exploitation effrénée, sème la misère et la désolation parmi les populations africaines. Aujourd'hui, nulle part en Afrique on ne peut trouver un endroit qui échappe à cette situation. Même dans les pays développés, les travailleurs et les petites gens éprouvent de plus en plus du mal à vivre, à joindre les deux bouts.

Il est de l'intérêt des travailleurs et de tous ceux qui sont révoltés par les injustices de ce système barbare de s'associer pour y mettre fin, à l'échelle du monde.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.